



L'entêtement gouvernemental, pourquoi?

Éditorial

par Jean-Claude Mailly

Le projet de loi Travail est contesté par plusieurs organisations syndicales de salariés et de jeunesse sur le fond, parce qu'il contient des dispositions dangereuses pour la situation et l'avenir des salariés.

Il est critiqué par le Medef parce qu'il ne va pas encore assez loin (M. Gattaz a été mal habitué par le gouvernement...). Sur l'inversion de la hiérarchie des normes, les représentants des TPE-PME (UPA, CGPME) eux-mêmes ne sont pas d'accord et réclament le maintien des branches. Même certains syndicats qui ne sont pas dans l'action (par exemple la CGC ou l'Unsa) contestent des parties du texte, voire demandent certains retraits.

Par ailleurs, ce projet n'a pas trouvé de majorité au Parlement, contesté y compris par nombre de députés de la majorité. D'où le passage en force par le 49-3.

Enfin, à travers les sondages, une majorité de Français le conteste.

Autrement dit, ce projet de loi est minoritaire. De fait, qui le soutient en l'état ? Valls et Berger !

Si l'on se pose deux minutes, une question s'impose alors : pourquoi un tel entêtement ?

Seules des raisons à caractère politique ou politicien peuvent l'expliquer, notamment la perspective de l'élection présidentielle de 2017 et les positionnements des uns et des autres.

Bien entendu, au départ cela s'inscrit dans une logique européenne néolibérale, qui ne peut être soutenue syndicalement que par les syndicats d'accompagnement qui raisonnent en parts de marché.

Nous, à FO, en toute liberté et indépendance, c'est le contenu du texte qui nous importe et ses répercussions sur les droits, la situation et la vie des salariés d'aujourd'hui et de demain.

C'est pourquoi nous combattons ce projet.

Alors, face à un tel entêtement, il n'y a pas d'autre solution que d'amplifier le mouvement, y compris par la grève, et, notamment, de venir en masse à Paris le 14 juin.